

À

**Monsieur Jacques Toubon, Défenseur des droits
Monsieur Nicolas Jacquet, procureur de la République de Lyon**

Copie :

**Commissaire divisionnaire Jean-François Ligout, chef de la
délégation IGPN à Lyon**

Lyon, le 19 mars 2020

Objet : réclamation (art. 5 de la loi du 29 mars 2011 relative au Défenseur des droits) et dénonciation (art. 40 du Code de procédure pénale) concernant les violences répétées commises par les forces de sécurité à Lyon le 7 mars 2020

Monsieur le Défenseur des droits,
Monsieur le procureur de la République,

Le Comité contre les violences policières de Lyon¹ cherche à rendre visibles les blessures et autres violences commises par les forces de sécurité, que ce soit à l'occasion des manifestations ou de toute autre occasion. Il entend dénoncer non seulement les manquements aux règles déontologiques par les fonctionnaires en cause, mais aussi et surtout les politiques qui permettent voire organisent ces pratiques répressives et même offensives à l'encontre de militant-es, manifestant-es, individus, populations ou quartiers.

Le 7 mars 2020, s'est tenue à Lyon une manifestation nationale des Gilets jaunes, qui s'est déroulée sur la place Bellecour et les alentours, entre 14h et 18h30 environ. Dès 14h30, elle s'est transformée en « *carnage* », d'après l'expression d'un témoin.

Nous vous rendons compte par la présente de l'enquête du Comité, menée à travers les observations de ses membres sur place, de l'exploitation de quelques captations vidéo, et surtout du récit de 27 témoins : manifestant-es, blessé-es, street medics, pompier. Ces témoignages ont été recueillis par les membres du Comité soit à l'oral, soit à l'écrit.

Pour ne pas s'exposer, nombre de témoins et de victimes ont souhaité rester anonymes. Une d'entre elles nous indique : « *je ne veux pas être parano, mais il y a des gens qui disent que le jeune qui a été touché par le LBD à la tête était visé. On sait jamais, mais je ne pense pas que*

¹ Le Comité est l'émanation de nombreux individus et organisations, parmi lesquelles la Commission justice des assemblées des gilets jaunes de Lyon, l'Association des victimes de crimes sécuritaires, le Collectif de blessés « Dévisageons l'état », la Caisse de solidarité, la Ligue des droits de l'homme, le Syndicat des avocats de France, Solidaires 69, le Planning familial 69, la Libre Pensée du Rhône, le Collectif d'avocat-es « les activistes du droit », le NPA, Ensemble !, l'UD CGT 69, Attac Rhône.

moi j'étais visé. Je veux continuer de manifester, donc je préfère rester discret ». La plupart ne veulent pas non plus aller au commissariat et devoir faire face à la police pour témoigner. La crainte de représailles est omniprésente, et en soi caractéristique de l'ampleur de la méfiance envers l'institution judiciaire, indissociable de la défiance envers l'institution policière.

Au total, sur 26 blessé-es recensé-es, seul-es quatre ont accepté de communiquer leurs coordonnées aux autorités par l'intermédiaire du Comité, en plus des quatre personnes pour lesquelles une enquête préliminaire a été ouverte par le parquet de Lyon.

Pour autant, selon une jurisprudence constante de la Cour de cassation, une dénonciation anonyme peut suffire pour l'ouverture d'une enquête préliminaire voire d'une information judiciaire (voir not. Crim. 31 mars 1992, n° 91-81.402 ; Crim. 11 juill. 2007, n° 07-83.427).

Par ailleurs, la Cour européenne des droits de l'Homme exige que les autorités mènent une enquête impartiale et approfondie à chaque fois qu'une allégation défendable de mauvais traitements leur est rapportée. Cette enquête « *doit pouvoir mener à l'identification et à la punition des responsables* » (CEDH, *J.M. c/France*, 5 déc. 2019).

I. Éléments synthétiques

La précision du récit des nombreux témoins consultés par le Comité, parfois complété par les vidéos, permet d'ores et déjà de pointer quelques constats. Le nombre de personnes blessées est exceptionnel, surtout rapporté au nombre de manifestant-es et à la durée de la manifestation **(I.1)**. Le nombre de d'impacts de LBD est lui aussi énorme, et les conditions des tirs souvent problématiques **(I.2)**. L'accès aux soins des blessé-es a souvent été retardé voire empêché par le dispositif policier **(I.3)**. Enfin, l'échec des négociations entre la préfecture et les Gilets jaunes n'a pas permis une déclaration officielle de la manifestation. Pour éviter que celle-ci tourne mal, les Gilets jaunes avaient pourtant fait le choix de négocier avec la préfecture. Ils reprochent à cette dernière d'avoir empêché les négociations d'aboutir, créant une situation de conflit avant même le début de la manifestation **(I.4)**.

I.1. Un-e blessé-e grave toutes les 9 minutes

D'un strict point de vue statistique, les données sont alarmantes. Après ses propres observations et recoupements, le Comité a pu dénombrer 26 cas de blessures commises avec des armes par des membres des forces de sécurité **(voir n° II.)**. Au moins sept personnes ont été blessées à la tête ou au cou. Trois autres personnes au moins ont dû être hospitalisées à la suite de leurs blessures (genou fracturé, cheville foulée et ligaments étirés, chair du doigt arrachée). Ces données sont provisoires et lacunaires : nombre de cas de blessures n'ont sans doute pas pu être documentés ou même recensés à ce stade².

Ce chiffre est à rapporter au nombre de manifestant-es. Il était de l'ordre de plusieurs centaines, peut-être un millier au départ de la manifestation. Mais dès la première offensive aux gaz et l'annonce d'un enfant touché en pleine tête par un tir de LBD, nombre de personnes ont quitté la manifestation, comme a pu le constater le Comité sur place. Seules quelques centaines de personnes sont restées. Même en prenant le chiffre moyen de 500 manifestant-es (sans doute au-dessus de la réalité) et le chiffre (minimal) de blessé-es, on obtient un minimum de 5 % de personnes atteintes gravement par des armes.

La manifestation a duré 4 heures environ : en moyenne une personne a été blessée gravement toutes les neuf minutes.

Ces chiffres ne comprennent que les blessé-es graves et n'incluent pas la plupart des personnes blessées superficiellement, matraquées, frappées à coups de pieds et de boucliers, intoxiquées par les gaz lacrymogènes. Une équipe de deux medics estime avoir effectué entre 100 et 200 nettoyages oculaires ; un autre binôme évoque le chiffre de 250 nettoyages.

² En outre, à chaque fois qu'existe un risque de confusion entre deux blessures, celles identifiées par le Comité et celles rapportées par les medics, le Comité a fait le choix de les écarter.

I.2. Usage massif et disproportionné du LBD, sans aucun contrôle

Parmi les personnes blessées recensées par le Comité, on compte 17 cas de blessures par un tir probable de LBD, dont quatre à la tête ou à la gorge, et un à l'épaule, soit presque le tiers visant des zones à risque. L'intensité de l'usage de ces armes était telle qu'un jeune homme a été touché deux fois par l'un de leurs projectiles. Il commente : « *Statistiquement, c'était quand même peu probable. Ça veut dire qu'ils ont dû canarder pas mal* ».

Les policiers mis en cause sont toujours les mêmes. Les CRS et des gendarmes mobiles étaient engagés eux aussi sur la manifestation, mais pour l'instant aucune des allégations de violences enregistrées par le Comité ne les vise³. Le Comité a dénombré 8 cas (la moitié de tirs de LBD) où les unités autrices des tirs ont été identifiées. Sont responsables : la BAC dans cinq cas ; une unité en uniforme de la DDSP dans trois cas (**voir n° II.1.**). Contrairement aux CRS et GM, ces unités sont les seules à être autorisées à pratiquer les tirs dits « *d'initiative* », c'est à dire sans ordre direct d'un supérieur. Comme d'habitude, ce sont ces unités qui ont été mises au premier plan par la préfecture dans le dispositif policier. On en voit le résultat.

Les conditions dans lesquelles nombre de tirs ont été effectués posent question. D'une part, plusieurs témoins indiquent avoir eu le sentiment d'être visés, et ce dès le début de la manifestation, alors que la police n'avait encore subi aucun jet de projectile (**voir n° III.1.3**). Les vidéos montrent en tous cas plusieurs fonctionnaires qui mettent en joue des manifestant-es massé-es et nombreux-ses à ce moment-là, pendant de longues minutes, alors qu'aucun projectile n'a été lancé (**voir n° III.1.1**). Cette pratique démontre un usage dissuasif de cette arme, bien loin de son utilisation réglementaire. D'autre part, deux témoins font part de tirs de LBD effectués au milieu des nuages de lacrymos (**voir n° III.4.1 et n° III.4.3**), rendant impossible toute visée précise, a fortiori sur des personnes en groupes plus ou moins compacts et parfois très mobiles.

Au total, ces tirs ne peuvent passer pour « *proportionnés* » comme l'exige pourtant la loi en cas d'usage des armes. D'un côté, la préfecture compte 24 policiers blessés. Seule la nature des blessures de l'un d'entre eux est précisée : il a reçu « *un pavé sur la main* ». De l'autre, le nombre total de manifestant-es blessé-es n'est pas connu, mais la gravité des blessures parle d'elle-même. En fait, l'usage même de cette arme extrêmement dangereuse (*a fortiori* dans des situations confuses) pour « *riposter* » à des tirs de projectiles (selon l'expression préfectorale en vigueur) est en soi disproportionnée. Il est impossible d'admettre la comparaison entre un jet de pierres sur des personnes recouvertes de protections et des impacts de projectiles lancés à la vitesse d'un TGV sur des personnes sans protections.

I.3. Obstruction aux soins des blessés-es

Dans au moins deux cas, les medics ont rapporté que les pompiers n'ont pas pu accéder directement à la place Bellecour. Dans le premier cas, le blessé, mineur, a dû être transporté sur 300 mètres vers le véhicule de secours, alors qu'il avait été blessé à la tête, avec une suspicion de traumatisme crânien, qui d'ordinaire suppose de ne pas déplacer la personne blessée (**voir n° III.1.5**). Dans le second cas, les pompiers ont d'abord refusé de se déplacer sur place. Face à l'insistance des medics, le véhicule de secours puis le SAMU ne sont intervenus qu'après qu'une première voiture de pompiers soit intervenue en éclaireuse (**voir n° III.3.2**).

Contacté par le Comité, un pompier confirme ce problème d'accès aux lieux d'intervention, pour un autre épisode : « *On est arrivés pour un feu de poubelle vers la rue Victor Hugo. Les CRS nous bloquaient, ils nous ont pas laissé passer. On était à une centaine de mètres du feu. On est restés presque un quart d'heure bloqués avant que je descende, pour leur demander qu'ils nous laissent passer. Sans m'énerver, sans être insultant. On voyait le feu, il y avait beaucoup de magasins, d'habitations. Un des CRS m'a répondu « on a ordre de ne pas vous laisser passer ».*

3 A noter qu'à plusieurs reprises les témoins parlent de « CRS » (voir ci-dessous). En réalité, les recoupements effectués par le Comité montrent que les policiers ainsi dénommés étaient souvent en fait des policiers en uniforme de la DDSP, facilement identifiables à leurs casques à liserés bleus (les CRS portant des casques à liserés jaunes).

Finalement ils nous ont ouvert après ça. On était entourés par des black blocs et quelques gilets jaunes, des CRS autour et ça s'est bien passé ».

A plusieurs reprises, les street-medics ont eux aussi été pris à partie et ont été notamment victimes de coups de boucliers et de matraques (**voir n° III.4.2**), de tirs de LBD (dont un dans la mâchoire et l'autre à la cuisse, **voir n° III.4.3**), et du jet d'eau du camion à eau, d'après A., un manifestant :

« C'était juste après que quelqu'un soit embaqué dans le camion de pompier. On est tous allés vers le canon à eau. J'étais vers la banque, le crédit mutuel. J'étais caché derrière l'arrêt de bus. A un moment quelqu'un arrive et lance un caillou en direction du canon à eau. Là un CRS arrive de l'angle, enfin je sais pas si c'est un CRS ou voilà mais il envoie une grenade lacrymogène qui fait tout gazer et il y a peut-être eu une grenade de désencerclement je pense. Quand je suis allé dans le gaz, j'ai vu quelqu'un qui était assis contre la banque et qui se tenait le poignet. Il m'a demandé d'appeler les street médics. J'ai crié « médics », plein de gens ont crié « médics ». J'ai vu les médics arriver donc je suis reparti. Je suis revenu un peu après, j'ai vu les médics autour du mec et le canon à eau a tiré sur les médics juste devant ».

I.4. Négociations infructueuses avec la préfecture

Au départ, trois groupes de Gilets jaunes lyonnais (Lyon centre, Lyon résistance et Lyon TEO) ont fait le choix de déclarer la manifestation du samedi en préfecture. Ils ont proposé par courriel deux scénarios de parcours différents, que la préfecture a refusé, en proposant un troisième, complètement différent, également par courriel. D'après W.D., du groupe Lyon centre, ce troisième parcours était inacceptable pour trois raisons : *« la sortie immédiate de la Presqu'île, le passage par tout un tas de petites rues alors qu'on espérait être quand même au moins 1000 ou 1500, et surtout la fin à Bellecour, parce qu'on sait qu'ils finissent toujours par nous nasser et à gazer là. Malgré tout on a décidé de négocier sur ce plan C ».*

La séance de négociations a eu lieu mercredi 4 mars. O.D., un autre des trois déclarants, résume : *« Notre stratégie c'était de négocier bien sûr, mais en donnant-donnant, ou perdant-perdant. Bien sûr qu'on allait faire des concessions, mais il fallait qu'eux aussi ils en fassent. Sinon, on avait fait le choix de retirer notre déclaration, pour qu'ils voient qu'ils ont tout intérêt à négocier pour ne pas se retrouver avec une manif non déclarée, où ils ne maîtrisent rien. Sans déclaration, c'était clair que ça allait être le bordel. Mais là c'est allé très loin, avec des blessés graves, je ne pensais pas que ça irait jusque-là. Nous on voulait un parcours long et visible et on voulait finir vers la Croix rousse pour rejoindre la marche aux flambeaux. Mais c'est clair qu'ils ne voulaient pas faire de négociations. Les discussions ont été très dures. Je pense que la commissaire s'attendait à ce qu'on fasse toutes les concessions. Et comme elle a vu que ce n'était pas le cas elle a été déstabilisée. C'est problématique cette obligation de déclarer les manifestations à la préfecture, où on est obligés de tout négocier. Mais on l'a fait en toute transparence et à la fin, on a dû retirer notre déclaration ».*

W.D. détaille : *« Il n'y avait que la commissaire Mathilde Bourgoïn et la personne de la préfecture en charge de l'administratif. Les négociations ont été les plus longues et tendues que je n'ai jamais eues. Après un long moment, on a fini par tomber d'accord sur une fin de manif à Lyautey. On demandait son engagement qu'il n'y aurait pas de contrôles sur le Pont Morand⁴ pour que les gens puissent rejoindre la marche aux flambeaux à la Croix rousse sans risque d'amende (à cause de l'arrêté d'interdiction), elle a refusé, on a laissé passer. Après, il a fallu négocier sur le reste du parcours. Elle ne voulait ni céder sur le fait qu'on passe par les quais côté Vieux Lyon, pour passer devant les 24 colonnes, ni ensuite qu'on passe par Lafayette. A la place, elle a proposé qu'on sorte de Bellecour par la rue de la Barre devant l'Hôtel Dieu, alors qu'ils la ferment pour toutes les manif ! On est sortis quelques instants et on a décidé de poser un ultimatum : on cédait sur le cours Lafayette mais on exigeait de passer par les 24 colonnes, sinon on retirait notre déclaration. Tout le reste, on était d'accord, le 6ème, la Tête d'Or, tout. On est rentrés et on a fait cette proposition. Elle a dit qu'elle allait en parler à la préfète ».*

4 La place Lyautey est située sur les quais du 6ème arrondissement, juste en face de la Presqu'île et de l'hypercentre de Lyon (hôtel de Ville, en bas des pentes de la Croix rousse). Le Pont Morand relie les deux.

« Le lendemain, ils nous ont renvoyé un mail avec une proposition de parcours encore pire, avec l'arrêté interdisant cinq zones du centre-ville ! Donc nous avons envoyé un mail pour retirer notre déclaration ».

Le vendredi 6 mars, les Gilets jaunes ont publié un communiqué⁵: « pour la première fois depuis le début du mouvement des Gilets Jaunes de Lyon, les négociations n'ont pas pu aboutir sur un accord. Notons que les déclarants issus de différents groupes avec des idées très différentes sont parvenus à faire front commun contre les exigences injustes de la Préfecture. Néanmoins, aucune des modifications du parcours proposées par la Préfecture n'étaient satisfaisantes. En conséquence, les déclarants ont pris la décision de retirer leur responsabilité quant à la déclaration. Les groupes de Gilets Jaunes de Lyon ont tout tenté afin que cette manifestation se déroule "dans les règles" mais la Préfecture a préféré nous opposer un mur, il y a donc une véritable volonté de leur part que la manifestation se passe mal. Nous dénonçons cette volonté ».

II. Données sur les blessés-es

En tout, 26 personnes blessées ont été identifiées sans confusion possible, eu égard aux informations reçues. Dans 17 cas, le Comité a pu identifier les circonstances des blessures de façon plus ou moins précise, à partir du témoignage des personnes blessées, de celui des street medics les ayant soignées, et des observations effectuées sur place (II.1). Les informations rapportées par les street medics ont permis au Comité de dénombrer au moins 9 victimes supplémentaires (II.2).

II.1. La liste chronologique des 17 personnes blessées identifiées par le Comité est la suivante :

- vers 14h20 (angle Nord-ouest de la place Bellecour), Lucas, blessé à la mâchoire par un tir de LBD en provenance d'agents de la direction départementale de la sécurité publique (DDSP) en uniforme ;
- vers 14h20 (même lieu), un jeune homme blessé au ventre, au même moment, par un tir probable de LBD en provenance d'agents de la DDSP en uniforme ;
- vers 14h20 (même lieu), F.L., blessé à la tête, aux membres supérieurs et au dos, par des coups de matraque portés par plusieurs agents de la DDSP en uniforme ;
- entre 14h30 et 15h, un jeune homme, blessé à la gorge par un tir probable de LBD ;
- vers 15h15 (au centre de la place, en face de la rue Victor Hugo), L.T., blessé à la main par un tir de LBD en provenance d'agents de la BAC ;
- vers 15h30 (angle Nord-Est de la place), L.L., blessé à l'intérieur de la cuisse par un tir probable de LBD ;
- vers 15h30 (Sud de la place), P.L., blessé à la tempe par un projectile inconnu lancé par la BAC ;
- vers 16h30 (angle Nord-Est de la place), une personne blessée à la tête par un palet de lacrymogène. Cheveux brûlés, blessure « un peu ouverte » ;
- vers 16h40 (angle Nord-Est de la place), un homme blessé au tibia par un tir probable de LBD ;
- vers 16h50 (angle Nord-Est de la place), un jeune homme blessé à la mâchoire par un tir de LBD en provenance d'agents de la direction départementale de la sécurité publique (DDSP) en uniforme ;
- vers 17h, une jeune femme blessée à la cheville par un projectile inconnu. A dû se rendre aux urgences le lundi, entorse et ligaments étirés ;
- vers 17h30 (Nord de la place), un homme blessé au bras gauche par un probable tir tendu de grenade lacrymogène ;
- vers 17h40 (centre de la place), un homme d'une trentaine d'années blessé à la cheville par un tir probable de LBD ;
- vers 17h40 (à l'Est de la place), un jeune homme blessé au genou par un tir probable de LBD en provenance de la BAC ;
- vers 17h45 (centre de la place, à proximité de l'office du tourisme), G.C., blessé à la joue par un tir de LBD en provenance d'un agent de la BAC ;

5 <https://www.facebook.com/giletsjauneslyoncentre/>

- vers 17h45 (même lieu), C.B., membre des street medics, blessé sur le haut de la cuisse gauche par un tir de LBD en provenance d'un agent de la BAC ;
- Vers 17h45 (même lieu), un autre jeune homme, blessé à la hanche gauche par le rebond d'une balle de LBD en provenance d'un agent de la BAC.

II.2. En outre, les street medics ont rapporté au Comité 9 cas de blessures qui, après recoupements, s'ajoutent aux blessures précitées puisqu'elles ne peuvent pas leur être confondues :

- entre 14h30 et 15h, une personne blessée dans le dos par un probable tir de LBD ;
- vers 17h15, une personne blessée au tibia par un probable tir de LBD ;
- vers 17h20, une personne blessée aux testicules par le rebond d'un palet de lacrymogène ;
- vers 17h40, une personne blessée au pouce par un probable tir de LBD ;
- heure non précisée, un jeune homme blessé à l'épaule par un probable tir de LBD ;
- heure non précisée, un jeune homme blessé au-dessus du genou par un probable tir de LBD ;
- heure non précisée, un homme d'une cinquantaine d'années en difficulté respiratoire à cause des lacrymogènes, évacué dans une zone plus respirable ;
- heure non précisée, un homme de 30 à 40 ans blessé par un coup de matraque au poignet lui ayant causé une fracture ;
- un homme d'une cinquantaine d'années blessé à la cheville par une probable explosion de grenade désencercante.

III. Récit de plusieurs séquences, adossé au récit des acteur-ices et aux vidéos

Le récit suivant est parcellaire : le Comité a fait le choix de se baser essentiellement sur les témoignages reçus des acteur-ices de la manifestation, pour leur laisser la parole. Par conséquent seuls quelques épisodes sont relatés : l'attaque de la manifestation par des agents de la DDSP, aux alentours de 14h20 (**III.1.**) et l'attaque d'un blessé et de street medics par la BAC au niveau de l'office du tourisme, aux alentours de 17h40 (**III.4.**). Entre les deux, de 15h à 17h30 environ, les manifestant-es se sont principalement heurté-es aux policiers de la BAC au Sud de la place (**III.2.**) et aux policiers en uniforme de la DDSP positionnés rue de la Barre au Nord-est (**III.3.**).

Le récit est complété par quelques informations tirées des images vidéos.

III.1. Vers 14h20 (Nord-ouest de la place) : première attaque des manifestant-es par la police

Cette attaque a été menée par les agents de la DDSP au tout début de la manifestation, après plusieurs minutes de face à face où la foule est mise en joue malgré son immobilité (**III.1.1.**). Les témoignages et l'un des enregistrements vidéos, très précis, établissent que l'offensive a été lancée dès le premier lancer de projectile par un-e manifestant-e (**III.1.2.**). Au cours de cette offensive, des tirs de LBD ont été effectués dans la foule en mouvement. Lucas, un jeune garçon de 16 ans a été gravement blessé à la mâchoire à cette occasion (**III.1.3.**). Dans le même temps, quelques policiers ont chargé des personnes qui les observaient sur le côté (parmi lesquels des journalistes professionnels et une observatrice d'Amnesty international en leur donnant de nombreux coups de matraques). De nombreux coups de matraque ont été donnés, y compris sur la tête ou sur des personnes à terre (**III.1.4.**). Les pompiers ne se sont pas déplacés pour secourir Lucas, qui a dû être porté sur 300 mètres pour les rejoindre (**III.1.5.**).

III.1.1. Vers 14h15 : face à face et LBD pointés sur la foule

Récit de B., manifestant. « On a commencé à partir vers Antonin Poncet. Mais maintenant il y a beaucoup de gens qui savent quand on va par là on se fait avoir, soit on est bloqués côté Bellecour, ou alors ils nous obligent à aller vers la Guille, ou alors ça pète au niveau du Sofitel et puis ils nous emmènent vers Gerland. Donc là au niveau de l'office du tourisme il y a des gens qui sont allés devant et qui ont dit « On va vers l'autre côté ». Ça a dû mettre peut-être 5 ou 10

minutes pour qu'on traverse dans l'autre sens : il y en avait qui partaient devant en courant en disant « on peut encore passer, faut foncer », et d'autres qui marchaient en disant « de toutes façons les flics vont bloquer, ça sert à rien ». On a vu passer tout de suite trois fourgons de flics sur le côté et en effet ils ont bloqué la rue ».

Récit de Lucas, manifestant blessé à la tête. « A 14h le départ se fait, on commence à avancer vers Antonin Poncet mais vu le dispositif policier présent, on recule vers le pont Bonaparte où la police n'était pas encore déployée. On se déplace donc et on part vers l'angle nord-ouest de la place Bellecour. Les policiers se déploient. Je vois 3 ou 4 policiers avec un LBD dont 2 qui visent la tête sans raison, sans tirer, juste pour intimider. Moi, je me sens visé plusieurs fois par le même policier qui est à l'angle de la pharmacie rue du Colonel Chambonnet et à un moment il me pointe du doigt alors que je n'ai rien fait. Peut-être qu'il m'a reconnu sur d'autres manifestations sur lesquelles j'ai été beaucoup présent et qu'il s'est dit « lui, il est trop actif, il faut le faire taire ». Je ne sais pas. Je me sens visé plusieurs fois et mon amie aussi mais on ne s'inquiète pas plus que ça, on prend cela pour de l'intimidation de la part des policiers. A ce moment-là on doit être à 15 mètres d'eux. Il y avait du monde devant moi ».

Vidéo n°1 (en plan séquence)⁶. On voit à partir de 41'00 jusqu'à 46'22 un policier situé tout à droite de la rue mettre en joue des personnes en face de lui (hors-champ), de façon quasi-permanente alors qu'aucun projectile n'a encore été lancé. Seuls, devant les policiers, quelques pétards ont explosé.

Vidéo n°2⁷. Au moins quatre porteurs de LBD sont présents. Sur la gauche de la rue, à 1'09, on voit deux armes. A 1'24 (après une coupure), le film montre le second porteur de LBD en partant de la gauche, de petite taille. Il tient en joue des personnes en face de lui (hors-champ). A 1'39 l'image prend du recul et permet de montrer l'organisation du dispositif : quatre groupes de quelques policiers, avec chacun devant un ou deux policiers portant un bouclier. Entre eux, un espace de quelques mètres, en diagonale par rapport à la rue, permet aux porteurs de LBD de viser en face d'eux. A 1'50, après une nouvelle coupure, la caméra se déplace vers la droite de la rue, face aux policiers. On voit le troisième porteur de LBD (en partant de la gauche), qui tient son arme repliée vers lui. Sur sa gauche, on distingue la commissaire avec le policier chargé de la protéger, situé devant elle. A 1'55, on voit apparaître le quatrième porteur de LBD.

III.1.2. Vers 14h20 : lancement de l'offensive

Récit de C., manifestant. « J'étais en face de la pharmacie⁸ sur le trottoir. Entre le moment où on est arrivés face aux flics et le moment où ça a pété, il y a dû avoir environ 5 minutes. Il y avait des gens devant qui disaient « Laissez-nous passer », il y a eu un pétard, et la commissaire a commencé à faire ses sommations : « obéissance à la loi, dispersez-vous ». On lui a répondu « ferme ta gueule ». Ils commençaient à se préparer et se tendre. Et puis il y a eu un deuxième pétard, et là on a vu les LBD commencer à viser, le cougar reculer, et les mains saisir les lacrymos. Il y a eu un troisième pétard, et quelques projectiles, plutôt des petits projectiles genre petits cailloux ou canettes. A ce moment-là on avait rien cassé, on avait pas cherché des trucs plus gros à jeter. Dès le premier projectile, ils se sont mis à tirer dans tous les sens avec les gaz et au LBD ».

Vidéo n°3⁹. On voit à partir de 5'10 les manifestant-es se rendre lentement en direction de l'angle Nord-Ouest de la place. A partir de 6'30, les manifestant-es sont arrivés en face du cordon de police et stationnent de l'autre côté de la chaussée. Des slogans sont chantés, puis à partir de 7'30 des personnes commencent à traverser la rue pour se rapprocher du cordon qui bloque le passage vers le Vieux-Lyon, dans le calme. A 7'45, la foule continue de se rapprocher du cordon et on voit un lanceur « cougar » prendre du recul tout en pointant en l'air. Après une coupe (à 8'25) un nouveau plan commence. On voit les manifestant-es juste en face des policiers. Il y a toujours des slogans, mais la vidéo ne montre que des personnes statiques. Nouvelle coupe (8'46) : les manifestant-es qui sont les plus proches chantent « on est là » et s'approchent

6 [Vidéo de « Vécu » n°1](#) – Les minutages notés correspondent aux minutages des vidéos (qui sont parfois coupées), pas au minutage réel de la manifestation.

7 [Vidéo de « Père et fils vidéo »](#)

8 Située à l'angle de la rue colonel Chambonnet et de la place Bellecour

9 [Vidéo de « Grenoble debout »](#)

lentement de la police. A 8'59, on entend la première détonation de cougar. Une petite bouteille vole en direction du cordon, et les premières fumées de lacrymogènes tombent presque à la verticale sur les personnes situées juste devant le cordon. On entend plusieurs détonations et les manifestant-es refluent.

Vidéo n°1 (en plan séquence). A 46'16, un policier lève son bouclier. On ne voit ni n'entend d'impact ou d'objet. A 46'17 il fait un mouvement pour se rapprocher du policier situé sur sa gauche, comme pour le protéger. On distingue le bras droit de ce dernier qui fait des signes du bras « *en avant* ». A 46'20, un pétard explose au niveau de la jambe gauche d'un policier situé à l'avant. Il ne fait aucun mouvement en réaction, continuant à regarder face à lui en direction des manifestant-es. A 46'22, un objet tombe assez verticalement : il semble atterrir plutôt à l'arrière des policiers, vers la droite de l'écran. A 46'23, un second objet touche le bouclier d'un policier situé à l'avant. A 46'24, un policier qui est juste derrière lui lance une grenade lacrymogène à main : les hostilités sont lancées.

III.1.3. Tirs immédiats de LBD : Lucas blessé à la tête

Récit de D., street médic. « *On était vers l'avant à l'angle de la rue qui va vers le Vieux Lyon. Et en 10 minutes ça a pété. Tout à coup il y a eu des gaz et j'ai entendu des tirs de LBD, le petit pshit caractéristique. Je sais qu'il y en a eu plusieurs, en très peu de temps, mais je ne peux pas dire combien. A ce moment-là, notre équipe de medics était du côté du trottoir et de la rue, un peu contre les immeubles : on se met de côté pour nous protéger quand ça pète* ».

Récit de E., manifestant blessé au ventre. « *J'étais dans le groupe, pas tout à fait devant, mais suffisamment pour voir clairement ce qui se passait devant. Je n'étais pas sur la chaussée, sur la place, mais vraiment à l'angle. La préfète ou je ne sais pas qui c'est qui avait une écharpe tricolore nous a dit deux fois « dispersez-vous », des gens ont répondu, « disperse-toi, toi même ». Il faut reconnaître qu'à ce moment-là il y a eu des jets de projectiles, j'ai vu une bouteille en plastique je pense. Mais c'était des petits projectiles, c'était plus pour provoquer que pour vraiment blesser. Je ne me souviens pas exactement de ce qui a volé, mais il n'y avait rien de gros parce que je me souviens bien que je ne me suis pas inquiété : quand il y a des gros trucs qui volent je m'écarte car je sais que ça va péter. Là ce n'était pas le cas. Et pourtant tout à coup ils se sont mis à tirer des lacrymos. Moi j'ai reçu un choc au ventre qui m'a coupé le souffle. Heureusement j'avais une grosse veste. Il y avait des medics, ils m'ont donné une poche de froid que j'ai appliquée. Je n'ai pas été blessé gravement. J'ai eu une grosse rougeur juste sous les côtes du côté gauche, mais elle a disparu quelques jours après. Je ne m'en suis pas rendu compte sur le coup, mais je pense que c'était un tir de LBD. Je ne m'attendais pas à une répression aussi violente. J'aurais tendance à penser que s'ils avaient juste jeté des lacrymos, on serait partis de là et c'est tout. Mais là, les gens ont été choqués, vraiment, et c'est sûr qu'après les manifestants ont été plus agressifs* ».

Récit de Lucas. « *Les policiers font les premières sommations, nous demandent de nous disperser. On refuse, on a le droit d'être là, on ne peut pas nous interdire de manifester comme ça. Il ne se passe rien pendant environ 4 minutes. Puis, il y a un ou deux cailloux qui sont jetés sur les policiers et, à ce moment-là, ça dégénère. On a l'impression que les policiers n'attendaient que ça. Ils tirent énormément de gaz lacrymogènes* ».

« *Face à ça et même avec un masque, les gens reculent. Avec mon amie on se regarde et on se dit : « on part ». Je n'allais pas rester dans les gaz, je voulais m'économiser pour le reste de la manifestation. Même les gens avec des masques à gaz et de ski reculaient. C'était vraiment lourd ce qu'ils ont tiré à ce moment-là. Donc, je me retourne pour partir et c'est à ce moment que je sens l'impact du LBD sur ma joue droite. C'est un gros, gros choc, vraiment énorme. Je sens directement que j'ai du sang dans la bouche, que c'est grave. J'arrive à dire à mon amie « j'ai été touché par le LBD » et ensuite, je ne parlerai plus jusqu'au lendemain. Mon amie m'aide à sortir, je lève la main pour signaler que je suis blessé, elle crie « médics, médics médics », les gens autour aussi crient la même chose* ».

« *J'ai une fracture pluri fragmentaire de la mandibule droite au niveau du point d'impact, j'ai des plaques en titane tout le long de la mâchoire pour la consolider. Ces plaques là je vais sûrement les garder à vie. Là, j'ai très mal, continuellement. C'est très compliqué de dormir. Je suis obligé de dormir assis. Je mange liquide et ce sera comme ça pour 6 semaines* ».

« Je savais qu'en allant en manifestation on s'expose à des risques graves, mais j'avais toujours le doute, en me disant naïvement que la police était là pour me protéger et que si les forces de l'ordre en viennent parfois à tirer sur quelqu'un c'est que, forcément, la personne a fait quelque chose avant. Et là, ce qui s'est passé pour moi, ça m'a fait réaliser que cette violence est disproportionnée et gratuite. Ils m'ont cassé la mâchoire, ce n'est pas rien. Ça veut dire pour moi « Voilà, je te casse la bouche, tu te tais, t'arrêtes de manifester, tu ne fais plus rien. T'as pas le droit de manifester en fait. T'es jeune, t'as 16 ans, tu ne fais rien, t'obéis à ce qu'on te dit et tu te tais. » C'est vraiment ce que je ressens. C'est ce qu'ils ont voulu me faire comprendre ».

« Je ne vais pas m'arrêter pour autant de militer. Pas m'arrêter d'aller en manifestations parce que c'est ce qu'ils veulent quand ils font ça : faire peur et qu'on arrête. Je n'ai pas envie de céder face à cette violence. Et je vais continuer à manifester malgré tout, malgré cette peur constante de la police, malgré ces violences perpétrées à chaque manifestation ».

« J'étais venu là pour exprimer mes revendications et manifester. Rien ne justifie un tir de LBD dans une tête. C'était seulement au bout de 15 minutes de manifestation. La plupart des gens qui ont été touchés à la tête, c'est des jeunes. Est-ce qu'on a donné l'ordre de frapper les jeunes, pour pas qu'ils se bougent trop et que plus tard, iels deviennent une menace pour l'Etat ? Aucune idée. En tout cas, ce dont je suis sûr, c'est que ce n'est pas un tir raté qui m'est arrivé dans la tête. Et que je ne suis pas le seul, que cet acte barbare n'est pas un cas isolé. Il y a des centaines voire des milliers de manifestant.es derrière moi qui, comme moi, ont été victimes de violences policières mais qui n'ont pas tous.tes la chance de s'exprimer ».

Récit de F., manifestante amie de Lucas (tir). « 14h15 environ, la manifestation se dirige vers le nord-ouest de la place Bellecour, on était devant mais pas en première ligne. On a vu un des CRS¹⁰ à l'angle de la rue du Colonel Chambonnet et de la place Bellecour qui visait avec un LBD à hauteur de tête. Les CRS bloquaient la rue, ils ont gazé, on a reculé, sans courir, on ne voyait pas grand chose. Les gens reculaient pour respirer. On était à l'angle de la place quand un CRS lui a tiré dessus à une vingtaine de mètres. A ce moment-là, la foule s'était un peu dispersée. Nous étions face à eux, et c'est lorsque Lucas s'est retourné pour partir qu'il a senti l'impact dans sa mâchoire. Nos regards se sont croisés, il m'a dit « je me suis pris un tir de LBD dans la mâchoire ».

Récit de G., voisin de Lucas au moment du tir. « Quand on est parti vers vieux Lyon, on voyait que c'était pas bloqué. Il y avait 4 ou 5 flics. Le temps qu'on y aille, il y a eu deux sections qui les ont rejoints. J'étais devant, ils se sont mis en place. C'était la CSI. Il s'est rien passé d'extraordinaire. Un face à face. On a compté trois LBD, un tout à gauche, pas loin du mur, un en plein milieu de la rue, et un autre un peu en retrait. Ça a commencé à jeter des pétards, cailloux, une canette, des petites bricoles. Ils ont tiré des grenades à main. J'étais un peu décalé mais je suis revenu vers le centre. Il y a eu un mouvement de foule et le groupe de Lucas s'est retrouvé au milieu. C'est là que je me suis retrouvé à côté de lui. J'ai l'impression qu'ils ont tiré en même temps qu'ils ont gazé. Pour moi ça a été simultané. Je l'ai croisé quand il s'est pris le tir. J'étais face aux flics, je sais pas comment c'est arrivé. C'est mon pote qui m'a dit « T'as plein de sang derrière ». Il crachait du sang à mort. Ma veste sur mon épaule, mon pantalon derrière était couverts de sang. Je suis resté devant. Après le deuxième gazage je suis parti, c'est là que j'ai vu Lucas vers la statue en repartant, il avait une couverture de survie sur lui. C'est là que j'ai percuté que c'était lui. Il était avec des gens qui ne faisaient rien, des pacifistes, ils s'approchaient pas des flics. Il était dans un groupe qui était là pour chanter, des ptits jeunes étudiants, des papas, des mamans ».

Vidéo n°4 (en plan séquence). Sur une vidéo enregistrée par le Comité à partir de l'arrière du groupe de manifestant-es (plutôt depuis le centre de la place), un laps de temps de 23 secondes seulement sépare le moment où les premières lacrymogènes sont tirées et le moment où Lucas ressort, déjà blessé, du nuage de fumée.

III.1.4. Vers 14h20 : matraquage de journalistes et d'observateur-ices situées sur le trottoir

10 Vérifications faites par le Comité, il s'agit en fait de policiers en uniforme de la DDSP

Récit de F.L., militant au syndicat Sud Solidaires, manifestant et blessé. Il raconte : « Vers 14h, le cortège s'est dirigé vers la rue Colonel Chambonnet (angle Nord-Ouest de la place Bellecour), un cordon de policiers barrait la route. J'étais sur le trottoir au 1 place Bellecour à l'angle du magasin « Kaolin ». Les policiers en tenue d'uniforme, avec des casques à lisère bleue braquaient des LBD sur les manifestants. Je criais aux policiers de baisser leurs armes et de ne pas crever d'œil. Je criais aussi « liberté de manifester ». La situation s'est tendue très vite et les policiers ont gazé et chargé. N'ayant rien à me reprocher, je me suis rangé contre la vitrine du magasin. J'étais sur le côté, vraiment contre l'immeuble, je ne les gênais pas s'ils voulaient passer.

Un policier est venu et m'a asséné un coup de matraque sur la tête. Ce coup m'a étourdi, je me suis senti défaillir. Je me suis retrouvé à terre, instinctivement je me suis protégé avec mes bras. J'ai senti des coups qui pleuvaient sur ma tête et mon bras. Un policier me criait « lève-toi » ! Puis j'ai commencé à étouffer à cause des gaz lacrymogènes. Je me suis relevé péniblement car j'étouffais, j'ai avancé en me tenant au mur. Je voyais ma main droite qui enflait à vue d'œil. Puis un street medic m'a aidé et m'a mis du froid sur ma main, m'a posé quelques questions et m'a fait un bandage ».

Récit de deux journalistes attaqués (extraits d'un communiqué du Syndicat national des journalistes CGT)¹¹. « Deux photojournalistes, habitués à couvrir depuis des années les manifestations à Lyon, nous ont fait part de leur témoignage. En début d'après-midi, ils se trouvent à proximité d'un cordon de policiers. Très rapidement, ils sont pris à partie par un membre de la compagnie départementale d'intervention, mécontent de les voir photographier une intervention contre des manifestants. Le policier ne porte pas son numéro d'identification RIO, comme l'y oblige pourtant la loi. De leur côté, les deux journalistes portent leur brassard et leur carte de presse. « Moins de deux minutes plus tard, des grenades lacrymogènes sont lancées dans la foule pour repousser les manifestants, rapporte l'un d'eux. C'est à ce moment-là que nous avons été chargés par les policiers en question. Il ne fait aucun doute que la charge nous visait particulièrement, puisqu'il n'y avait quasiment que des journalistes sur ce côté du dispositif, ainsi qu'une observatrice d'Amnesty International, elle aussi clairement identifiée. » »

« J'ai été projeté à deux mètres », raconte le second, alors appuyé contre une vitrine. Il se retrouve au sol, allongé sur le dos, avant de recevoir des coups de matraque à la poitrine et aux jambes. Dans la chute, il se blesse également au coude, qui « a doublé de volume », précise-t-il. Un de ses objectifs a été endommagé. Les deux journalistes assurent qu'« il n'est en aucun cas question de remettre en cause l'ensemble des policiers sur le terrain » et que d'habitude les choses se passent de façon plus apaisée entre la presse et la police à Lyon. Mais ils dénoncent des faits « qu'il convient de rapporter pour que cela ne se reproduise pas », dans un message envoyé à la préfecture, qui a assuré qu'une enquête était lancée ».

Vidéo n°2. Consultée au ralenti par le Comité, elle confirme et détaille ces témoignages :

A 2'12, la caméra se tourne alors qu'on entend une femme dire « arrêtez ! ». L'image montre une jeune femme portant un casque noir siglé « Amnesty » en blanc sur les côtés, et avec une étiquette jaune « Amnesty international » qui se décale sur sa gauche (à droite de l'image) tout en baissant la tête pour fuir les coups de matraque. F.L., reconnaissable à sa veste gris clair avec capuche, est juste derrière elle dans l'encoignure du porche.

A 2'13, on le voit protéger sa tête avec le bras droit. Encore derrière lui se trouve un homme chauve avec un pantalon clair, qui se protège également. Trois policiers sont sur eux : au premier plan, un agent assène un coup de matraque sur la tête de F.L.. Au second plan, un autre agent assène un coup de matraque tonfa (reconnaisable quand elle passe en haut de l'image). On ne voit pas clairement qui elle touche. Au troisième plan, on ne voit pas ce que fait le troisième agent.

A 2'14 un homme à l'avant-plan cache la scène mais sur sa droite on voit un second coup de tonfa (deuxième agent) tomber sur l'arrière de la tête ou le haut du dos de F.L.. A 2'15 alors que l'homme à l'avant-plan repart sur la droite de l'image, on voit un quatrième agent s'approcher et asséner un coup de matraque sur la tête de F.L., qui est déjà plié en deux. On découvre au sol un troisième homme grisonnant sur le dos (il s'agit de l'un des deux photojournalistes mentionnés par le SNJ. D'autres images attestent qu'il portait son brassard réglementaire avec sa carte de presse

11 <https://snjcgct.fr/2020/03/10/lyon-un-exemple-de-trop-des-violences-policieres-contre-les-journalistes/>

visible). F.L. tombe au sol en se protégeant toujours la tête et que l'homme derrière se protège avec un carton. A la fin de cette seconde, le même quatrième fonctionnaire assène un coup de matraque par en-dessous en direction du visage de F.L. et qui semble le frôler de justesse. F.L. est désormais effondré au sol contre le mur.

A 2'16, Quatre agents sont donc en train de matraquer trois personnes au sol. Le quatrième fonctionnaire est toujours face à F.L. au sol. Il lui assène un coup de pied droit en direction du visage, alors que son pied gauche est juste sous les fesses du troisième homme toujours au sol et qui semble comme tétanisé, voire inconscient. A 2'17, un cinquième agent passe devant l'image. On le voit asséner un coup de matraque dans le dos d'un homme, puis être arrêté d'un geste de la main par son collègue.

A 2'24, ces deux agents sont revenus en arrière. Un épais nuage de lacrymogènes a envahi la scène. L'homme en noir dos au sol ainsi que F.L. sont toujours immobiles. Un troisième homme avec un casque et une caméra est lui aussi au sol et tente de se relever. L'un des deux agents qui vient de revenir en arrière appuie sa main gauche sur son dos et de la droite, lui porte un coup de matraque au niveau des fesses, avant d'asséner un second coup sur l'homme en noir toujours au sol, et un troisième sur le même homme.

A 2'27, le nuage épaissit, les policiers reculent. L'homme à la caméra s'est levé et s'en va. L'homme en noir commence à se redresser. A 2'35 on voit F.L. émerger du nuage en se levant, puis passer derrière la caméra pour s'éloigner. Derrière lui, à 2'38, l'homme en noir est à genoux, il se redresse avec peine.

La conclusion de cet épisode est tout simplement sidérante. A 3'15, on entend l'un des policiers s'exprimer à travers sa cagoule. C'est potentiellement celui que l'on voit porter des coups de tonfa au début de la séquence : même arme, même corpulence, même type de gilet (très différent de celui des autres policiers en cause). Il s'adresse à quelqu'un hors-champ (sans doute une personne qui prend des images) et lui dit « *vous n'avez pas de déontologie* ».

Vidéo n° 4¹², on voit et entend le même policier, juste un peu avant la scène précitée, face une personne qui filme ou prend des photos. Le policier donne une explication au mouvement agressif qu'ils viennent d'accomplir (1'19) : « *Vous nous balancez, vous nous critiquez tout le temps, dégage* ».

III.1.5. Blocage des pompiers en dehors de la place Bellecour

Récit de Lucas. « *Avant que les médecins arrivent, ça m'a paru très long. Je passe ma langue dans ma bouche et sens que ma mâchoire est déplacée. Iels m'amènent vers la statue de Louis XIV. Iels me donnent les premiers soins. J'enlève mon manteau couvert de sang dont je ne supportais pas la vue et me retrouve en T-shirt. Les médecins se rendent compte très vite qu'il y a une fracture. Iels sont très, très calmes et rassurant.es avec moi. Ce qui me permet de rester très lucide et de prendre mon téléphone pour communiquer avec elleux, puisque je ne peux pas parler. Je leur explique ce qu'il s'est passé et ce que je ressens. Moi, j'ai l'impression de me vider de mon sang, il y a une grosse flaque en dessous de moi, ça me fait très peur. Mais iels me rassurent. Iels me rincent la bouche mais iels m'expliquent qu'ils ne peuvent pas faire grand-chose d'autre. Iels appellent les pompiers. Il y a un nouveau gazage et les lacrymos arrivent juste à côté de nous malgré le fait que des personnes signalaient qu'il y avait un blessé et qu'il y avait une chaîne humaine devant moi* ».

« *On est obligé de se déplacer jusqu'à l'autre bout de la place. On m'assoit sur un banc et le sang coule et coule entre mes jambes formant des flaques que les médecins cachent pour ne pas trop me choquer. On attend les pompiers. Les forces de l'ordre ne les laissent pas passer pour pénétrer sur la place Bellecour. Nous sommes obligé.es de retraverser toute la place, puis traverser la ligne de policiers, pour aller retrouver les pompiers qui étaient bloqués de l'autre côté du cordon de police, rue de la Barre. Quand je traverse la ligne de policiers, je ne peux pas parler, je peux juste exprimer par mes yeux toute ma rage envers ces personnes qui m'ont mutilé. Ils détournent le regard, ils n'arrivent pas à me regarder dans les yeux et à assumer ce qu'ils ont fait. Je rentre donc dans le camion de pompiers, quarante minutes d'angoisse et de douleur après*

12 [Vidéo de « Serob »](#)

l'impact. Je leur explique via mon téléphone que j'ai sûrement été touché par un tir de LBD. A ce moment une amie a dans sa poche la munition trouvée juste au moment de l'impact, à côté de là où j'étais, qui lui avait été donnée par un manifestant. Les pompiers sortent, et demandent aux policiers s'il y a eu des tirs de LBD. Les policiers répondent que non, qu'ils n'ont pas tiré au LBD alors que mon amie a la munition dans sa poche ».

Récit de F. manifestante et amie de Lucas. « *On s'est dirigés vers le centre de la place Bellecour en appelant les street-médics. Il a été pris en charge et installé sur une marche (face ouest) devant la statue. Alors qu'une chaîne humaine protégeait le périmètre, des tirs de lacrymos sont tombés à nos pieds. Nous avons dû nous déplacer jusqu'à un banc au sud de la place. Lucas marchait avec difficultés, il saignait. Nous avons attendu les pompiers. Un des street-médics a reçu un appel des pompiers lui disant que la police ne les laissait pas passer, qu'ils étaient bloqués rue de la Barre. Et qu'il fallait amener le blessé jusqu'à eux. Nous avons dû traverser toute la place, et le cordon de CRS¹³ rue de la Barre pour retrouver le camion et les pompiers qui nous attendaient. »*

Récit de H., street médic. « *Juste après les tirs on s'est décalés des immeubles pour aller voir s'il y avait des blessés. Je ne peux pas dire si j'étais encore sur la chaussée de la rue ou sur la place elle-même, mais c'est là que j'ai vu Lucas en détresse au milieu. Il était encore debout et il marchait. Je pense qu'à ce moment-là, la police continuait d'envoyer des lacrymos, mais je ne crois pas qu'il y avait encore des tirs de LBD.*

On l'a tout de suite accompagné vers le centre de la place pour fuir les gaz et appuyé contre la statue pour lui faire les premiers soins. Comme il commençait à paniquer et qu'il perdait du sang, on a tout de suite appelé les secours. C'est moi qui me suis chargé de les appeler : le 15. J'ai dû patienter quelques minutes sans doute à cause du coronavirus. Ils ont fini par décrocher et déclencher les secours. On a patienté encore 10-15 minutes et il y a eu une nouvelle charge, qui venait du Nord, qui ne devait pas spécialement nous viser mais on a dû fuir les lacrymos ».

« Donc on s'est déplacés au Sud, devant la rue Victor Hugo, vers les bancs en pierre. Là j'ai reçu un appel du dispatch des pompiers expliquant qu'ils ne pouvaient pas accéder à la place Bellecour. Je ne me rappelle pas s'ils l'ont dit explicitement, mais sur le coup j'ai compris que c'était la police qui les empêchait d'accéder. Ils nous ont proposé un RDV place Poncet. Mais je leur ai répondu qu'à ce moment-là tout le monde était par là-bas, c'était le zbeul, en plus, c'est risqué de déplacer une personne qui a un risque de trauma crânien. Mais comme ils ne pouvaient pas venir, on leur a donné RDV rue de la Barre.

J'y suis allé en reconnaissance et je me suis retrouvé face à un cordon de flics, qui étaient très agressifs. Je leur ai demandé de passer pour aller voir les pompiers qui étaient derrière (il y avait un VSAV et une voiture) mais ils ont refusé. Ils ont pris bien 2 minutes, tranquillement, à discuter entre eux, et finalement ils sont allés eux-mêmes voir les pompiers. Finalement on a eu un accord pour traverser, donc il y a deux medics, avec Angela. Je crois, qui ont porté Lucas par-dessous les bras pour l'emmener derrière le cordon de flics. Les pompiers n'ont pas bougé de la rue de la Barre. Au final j'ai regardé sur Google Map : on a fait 100 mètres avec lui entre le lieu du tir et la statue, puis 300 mètres pour aller rejoindre les pompiers ».

Les observations sur place du Comité attestent du retard dans la prise en charge. La blessure est intervenue à 14h21, et l'entrée dans le camion de pompiers seulement à 14h51, pour un départ à 15h09.

III.2. Entre 15h et 17h30 : blessures occasionnées au Sud de la place par la BAC

III.2.1. Vers 15h15 (Sud de la place) : tir probable de LBD par la BAC sur L.T., blessé à la main

13 Vérifications faites par le Comité, il s'agit en fait de policiers en uniforme de la DDSP

Récit de L.T., journaliste et blessé. « La charge de la BAC n'a pas plu aux manifestants qui leur ont couru dessus. Après, moi ce que je me rappelle c'est qu'il y a eu des affrontements entre eux et les manifestants et que la BAC tirait n'importe comment au LBD. Ca s'était calmé un tout petit peu autour de moi, il n'y avait personne à proximité immédiate. Les premières personnes étaient à 10/15 mètres de moi et vers 15h15 – 15h17 j'ai reçu un tir de LBD dans la main, plus précisément dans le majeur et l'annulaire de la main droite qui tenait mon trépied et mon téléphone portable. Le projectile a frappé ma main au niveau de mes deux doigts et a fait voler mon trépied et mon téléphone (...). Je sais que ça vient de la BAC car ils étaient en face de moi, mais je n'ai pas vu le policier qui m'a tiré dessus. Il n'y avait pas d'autre brigade à proximité et le tir ne pouvait pas venir de derrière moi. En plus dans ma vidéo, juste avant que je me fasse tirer dessus, je dis « ils tirent n'importe comment » et ironie du sort, je me fais tirer dessus ! ».

Il a eu la chair arrachée sur la seconde phalange de l'annulaire droit. Il a dû être opéré le dimanche.

III.2.1. Vers 15h30-16h (Sud de la place) : blessure de P.L. à la tête par un projectile inconnu lancé par la BAC

Récit de P.L., manifestant et blessé. « Il devait être vers 15h30 / 16h. Le mouvement avait déjà démarré. On était tous là. On baladait les flics d'un côté de la place et de l'autre. Ca commençait à gazer dans tous les coins de la place. J'étais vers les parasols, vers la rue Victor Hugo et je commençais à repartir de l'autre côté en fait (vers l'ouest) et boum, là ils m'ont allumé. Ca s'est mis à pisser le sang. Je dirais que c'est un tir de grenade, ou de désencerclement ou lacrymo. J'ai pas vu, j'étais de dos. Je marchais tranquille, je voulais pas courir. J'étais à 5 mètres peut être un peu plus. J'ai juste tourné la tête et ça m'est arrivé dans la tronche. C'est allé tellement vite. Je me dis que c'était peut-être un bout de cartouche de lacrymo pour que ça me découpe comme ça. C'était la BAC. Mais enfin, je pense qu'ils l'ont fait sciemment, parce que j'étais tout seul à ce moment-là. Comme j'étais tout seul, le mec il a pas cherché à comprendre, il m'en a mis une dans la tête. A force de voir les gilets jaunes manifester tous les samedis ils nous connaissent. Ils savent très bien que si des fois on lui met une bonne cartouche bien placée il ne reviendra pas la semaine d'après. Mais malheureusement ils ne me connaissent pas. ».

III.3. Entre 15h et 17h30 : blessures occasionnées au Nord-Est de la place (probablement par des agents en uniforme de la DDSP)

III.3.1. Vers 15h30 (Nord-Est de la place) : tir de LBD sur L.L., blessé à la cuisse

Récit de L.L., manifestant et blessé. « On était au centre de la place Bellecour, les gaz nous ont poussé vers l'est de la place. On était un peu en retrait, on ne souhaitait pas être au centre des tensions, on se tenait à l'écart. J'étais avec deux amis. On allait donc en direction de la rue de la Barre lorsqu'une de mes amis s'est retrouvée au milieu des CRS¹⁴. Dans un mouvement de retrait, ils allaient d'ouest en est de la place. On était dans les environs de Pizza Pino. Mon amie s'est effondrée en larmes.

Déjà agressée par la police il y a quelques temps à Paris (fracture et traumatisme crânien) elle était paniquée. Et les flics n'ont pas pu ne pas le voir. On voulait quitter la place Bellecour. Mais ils ne laissaient sortir personne. Pas même les passants, ni les parents avec poussettes. La rue de la Barre, la rue de la république, toutes les rues étaient bloquées. On nous demandait de faire le tour par la place Antonin Poncet. Mais c'était le point chaud du moment. D'autres manifestants étaient là-bas. Les gens étaient bloqués et paniqués. On a été accueillis dans un magasin par une vendeuse très gentille. Et quand on a eu l'impression que c'était plus calme on est ressortis. Mais ça a à nouveau gazé place Antonin Poncet.

Là il y avait une jeune femme qui était en panique totale. Elle était au milieu de la zone de turbulences. Plusieurs personnes étaient en crise. J'essayais de l'exfiltrer. On est passés à

14 Vérifications faites par le Comité, il s'agit en fait de policiers en uniforme de la DDSP

travers un groupe de manifestants, qui eux reculaient vers le nord. On est ressortis de la cohue. Enfin on a retrouvé le calme. On était un peu avant le monoprix devant une grande porte cochère. C'est là que soudain j'ai reçu un tir de LBD dans l'intérieur de la cuisse. Je n'ai pas compris. On était juste à côté des street-médics, ils m'ont tout de suite pris en charge, dans une allée et mis une compresse avec de la glace. Je ne sais pas d'où la police a tiré. Je dirais de la place Bellecour. »

III.3.2. Vers 16h40 (Nord-est de la place) : tir de LBD sur un jeune homme, touché à la tête

Récit de I., street medic (prise en charge par les pompiers). « *Lorsque le tir de LBD a eu lieu, au nord-est de la place Bellecour, j'étais en soin sur un jeune blessé à la tête. J'avais vu tomber un palet de lacrymo sur sa tête. J'étais tout de suite allée vers ce jeune homme pour lui proposer des soins. Il avait les cheveux brûlés, une blessure un peu ouverte, j'ai désinfecté, nettoyé la blessure, mis une compresse et une bande sur sa tête, nous étions sur des bancs en pierre sur la place Bellecour, en face de Pizza Pino. J'étais en train de finir de m'occuper de lui lorsqu'il y a eu l'impact de LBD. J'ai entendu crier « médics, médics » comme tant de fois cette après-midi-là. J'ai vu un regroupement, le jeune blessé a été pris en charge rapidement par une équipe de street-médics ».*

« Par contre ça a été très compliqué avec les pompiers. Les pompiers que nous avons par téléphone ne voulaient pas intervenir sur le site directement. Ils demandaient de déplacer la victime. Vu son état c'était impossible. Au moins trois fois ils nous ont demandé de déplacer la victime, on avait même préparé le brancard souple pour essayer de le déplacer si on ne trouvait pas d'autre solution, tout en sachant que ce n'était pas une bonne idée. Du coup ils ont envoyé une voiture avec deux pompiers qui sont venus faire un constat et ont envoyé le message. Les pompiers se sont déplacés et ont à leur tour pris le blessé en charge. Le Samu est arrivé une fois que le blessé était dans le VSAV (véhicule de secours et d'assistance aux victimes) ».

III.3.3. Vers 17h (Nord-Est de la place), blessure d'une jeune femme par un projectile inconnu

Récit de L., manifestante blessée. « *C'était vers 16h30, à peu près un quart d'heure après que le jeune se soit fait tirer dessus dans le visage au milieu de place, il y avait plein de gaz, je devais être à 70 mètres des flics qui étaient dans la rue de l'Hôtel Dieu, il y avait aussi le camion à eau. Et tout à coup j'ai reçu un coup à la cheville, je pense que c'était une grenade lacrymogène, pas une grenade de désencerclement car ça n'a pas explosé, ça n'a pas fait de bruit, et les flics étaient loin. C'est tout ce que je peux dire. Sur le coup ça m'a fait super mal mais je suis rentrée chez moi. Mais j'ai dû partir à l'hôpital. Le dimanche soir j'avais encore très mal, je ne pouvais poser le pied par terre. Du coup lundi matin, je suis allée aux urgences. Ils ont fait une radio, je n'ai rien de cassé, par contre j'ai une entorse et les ligaments étirés. J'ai une attelle et je ne pourrai pas poser le pied pendant 6 semaines. Mais là (une semaine plus tard) j'ai encore des douleurs à l'intérieur de la cheville. Je dois aller faire une IRM pour voir s'il n'y a pas un tendon ou quelque chose d'abîmé à l'intérieur ».*

III.4. Vers 17h40 (devant l'office du tourisme) : attaque d'un blessé et des medics par la BAC

Au cours de cette séquence, la BAC a tiré au LBD sur un jeune homme, lui causant une grave blessure au genou (III.6.1). Pris en charge par les medics, il s'est vu attaquer une nouvelle fois pour être interpellé alors qu'il était en train de se faire soigner (III.6.2). D'après le témoignage concordant de nombreux témoins, cette attaque a été menée sans aucun dialogue préalable. Elle a entraîné un mouvement de foule, prise à nouveau à partie par la BAC, qui a causé au moins trois blessés par des tirs de LBD, dont une personne à la tête (III.6.3).

III.4.1. Tir de LBD par la BAC sur un jeune homme, gravement blessé au genou

Récit de K., manifestant et blessé. « Je ne sais pas quelle heure il était, ça devait être à peu près 17h, entre la place Antonin Poncet et l'office du tourisme à peu près. Il y a eu trois ou quatre tirs de LBD, je les ai clairement entendus. Juste devant moi y'a deux gars qui ont dit qu'il y en avait un qui était passé juste entre eux deux, et moi j'ai reçu l'impact juste après, peut-être trente secondes. Ils tiraient n'importe comment, ils ne pouvaient rien voir, c'était envahi de lacrymos. C'était la BAC, forcément parce qu'il n'y avait qu'eux. J'ai été touché au genou, je suis tout de suite tombé au sol et là il y a des gens qui m'ont porté et les medics m'ont mis sur une sorte de banc en pierre devant l'office du tourisme ».

« J'ai été opéré dimanche et j'ai une quintuple fracture du genou. Ils m'ont posé 4 broches et deux cerclages. Les broches, ils ne me les enlèveront que dans un an. Je travaille dans le bâtiment, je ne sais pas même pas si je pourrai retravailler. Là je ne peux plus marcher, je peux même pas plier le genou. En principe j'ai une attelle, mais je la supporte pas tellement j'ai le genou gonflé ».

Récit de L., street medic. L'une des street medics qui l'a soigné raconte : « on l'a récupéré près de l'arrêt de bus, vers la place Antonin Poncet. On a entendu, medic, medic, donc on y est allés, et mon binôme l'a porté jusque devant l'office du tourisme pour le soigner. On l'a posé sur un banc en pierre, moi je lui soutenais la tête pendant que mon binôme commençait à lui faire les soins. Au début, en voyant qu'il n'arrivait pas à poser le pied, on a compris qu'il y avait un problème au genou, que ce n'était pas juste une blessure superficielle ».

Récit de M., street medic. Le binôme en question précise : « nous les medics on est une équipe, on est en lien mais on se répartit évidemment, et là il y en avait dans tous les sens. A un moment on a été appelés pour une personne blessée au genou, je l'ai portée sur les marches vers l'office du tourisme je crois. J'ai fait les palpations d'usage pour voir si c'était un œdème ou si la rotule était cassée, et là clairement elle était pétée. J'ai dit à l'un de mes collègues medic qu'il allait falloir lui mettre un strip, je commençais à lui enlever le pantalon pour lui mettre de la bombe de froid. Ma binôme avait posé son sac et on allait prendre une poche de froid dedans pour lui appliquer ».

III.4.2. Attaque du blessé et des medics par la BAC

Récit de K., manifestant blessé. « J'avais des rangers donc c'était difficile de m'enlever mon pantalon, alors les medics me l'ont baissé. Mais on était pas assez loin, et les flics sont arrivés, je les ai entendu dire, « C'est bon, c'est lui ». Il y a des medics qui ont dit « on a un blessé » mais les flics leur ont répondu « dégagez » ou quelque chose comme ça et là ça y allait, coup de boucliers, coups de matraque. Il y a un medic qui s'est pris trois ou quatre coups de matraque sur le bras. Ensuite ils ont voulu m'embarquer. Ils m'ont demandé de me lever, je leur ai dit que je pouvais pas, alors ils m'ont soulevé, ils m'ont remis mon pantalon et ils m'ont traîné. Il faudrait vérifier dans la vidéo mais là je crois qu'ils m'ont traîné avec les jambes au sol. Ils auraient pu me prendre par dessous les bras et m'aider à marcher ».

« Ils m'ont amené derrière l'office du tourisme, ils m'ont arraché le masque en papier et les lunettes et ils m'ont demandé mes papiers, je leur ai donné tout de suite, et ils m'ont fouillé rapidement. Puis ensuite ils m'ont emmené vers le fourgon cellulaire. Ils me tenaient par dessous les bras, j'essayais de sautiller, ils me disaient de marcher plus vite, je leur ai dit « je peux pas ! » et comme ils continuaient je commençais à gueuler. Alors ils m'ont dit « J'vais niquer ta race », « on va te défoncer ». La BAC quoi. Là je leur ai dit, « ben allez-y, maintenant, défoncez-moi, allez-y ». Alors ils m'ont jeté par terre, puis ils m'ont soulevé par les bras et par les jambes, ils m'ont choppé par la jambe cassée ! Et ils m'ont mis dans le fourgon, dans une cellule ».

« Ils m'ont tout de suite emmené au commissariat rue Bataille. Mais j'ai pas été auditionné. Il y a un médecin de SOS médecins qui est venu me voir, il m'a dit qu'il pensait que ce n'était pas grave, mais que par acquis de conscience on allait faire des radios. Vers 23 heures il y a un équipage qui m'a emmené à l'hôpital, et le radiologue a dit aux flics qui m'accompagnait que je ne pouvais pas retourner en garde à vue, que mon état était incompatible. Alors ils ont appelé quelqu'un, peut-être le procureur ou autre, qui leur a dit qu'il fallait maintenir la garde à vue. Du coup ils sont restés avec moi à l'hôpital. Le lendemain matin alors que j'étais au bloc pour être opéré, l'anesthésiste m'a dit qu'ils étaient partis ».

Récit de M., street medic. « Moi j'étais face au bâtiment, debout sur le côté du blessé, il avait la tête vers ma binôme sur ma gauche. Et là tout à coup sur ma droite un flic de la BAC que je n'avais pas vu venir m'a mis un coup de bouclier. Je me suis dit « Qu'est-ce qui se passe ? » Il n'a rien dit avant de me mettre le coup de bouclier, clairement il voulait me pousser et me déstabiliser, mais je suis insensible au niveau des bras donc je n'ai rien senti, et j'étais bien sur mes appuis donc je n'ai pas bougé. Je lui ai dit « je suis en train de le soigner, je ne bouge pas de là, d'abord je termine et ensuite vous faites ce que vous voulez ». Là il m'a répondu « Vous les medics, c'est pas comme ça que ça se passe, cassez-vous de là » et en même temps il s'est mis à me redonner des coups de bouclier et des coups de matraque. On a des protections donc ça allait, mais rapidement j'ai été encerclé par les flics de la BAC donc j'ai été obligé de m'extirper en prenant ma binôme pour éviter de nous faire embarquer ».

Récit de L., street medic. « Il n'a pas dû se passer deux minutes entre le moment où on a posé le blessé sur le banc et le moment où la BAC est arrivée. Ils ont mis des coups de boucliers et de tonfas, moi je n'en ai pas reçu directement parce que mon binôme me protégeait, mais je les ai vus clairement en mettre sur d'autres medics. Ensuite comme on s'est décalés je les ai vu mettre des coups dans mon sac posé à terre ».

Récit de N., street medic. « J'étais tout à droite, en protection et comme j'étais tout au bout je me suis pris la BAC en premier. Il n'y a pas eu deux minutes entre notre arrivée et celle de la BAC ? On avait même pas eu le temps de sortir le matériel pour le soigner ! Clairement je me suis affronté avec eux parce qu'il n'était pas question de les laisser faire. Ils m'ont mis des coups de bouclier mais j'ai fait face ».

Récit de O., street medic. « Nous on était juste à côté, environ à 10 mètres d'eux, entre les deux bâtiments, en train de soigner la cheville d'une personne. Il y avait un groupe de la BAC, ils étaient au moins une vingtaine, qui était cachés à l'autre angle de l'office du tourisme. Ils ont commencé à s'approcher, pas en chargeant, mais en allant assez vite pour avoir l'air agressif. Ils étaient en pête, en formant vaguement une ligne. Quelques-uns d'entre eux sont arrivés à hauteur des medics et là ils ont accéléré tout à coup en direction du groupe de medics. Ils les ont poussés avec les boucliers, j'ai entendu quelqu'un dire, « arrêtez, arrêtez » mais je ne peux pas dire s'il y a eu des coups ».

Récit de P., street medic. « On était entre le métro et la rue Victor Hugo, on allait vers l'office du tourisme. Les flics étaient face à nous. C'était la BAC, j'en suis sûr à mille %. Je les surveillais du coin de l'œil car ils se cachent toujours là. Je suis sûr qu'avec l'hélico ils ont dû avoir l'information que la personne qu'ils cherchaient était par là car ils sont allés droit sur les medics. Quand ils sont arrivés ils les ont poussés, avec les boucliers, tout ça. Il y avait le pompier medic, le gars qui est costaud, ils l'ont repoussé ».

III.4.3. Tirs « défensifs » disproportionnés de la BAC et blessure à la tête de G.C.

Récit de L., street medic. « on est très reconnaissables, donc il y a des gens qui nous ont vus être attaqués, et qui ont crié « Pas les medics, pas les medics » et qui se sont approchés, alors là la BAC a gazé et les gaz sont revenus sur nous et on a été obligés de partir ».

Récit de M., street medic. « Quand il y a eu des gaz on a été obligés de se mettre en protection et on est parti se mettre derrière le mur du bâtiment, dans un renforcement, donc on ne voyait plus le blessé, on a été obligés de le laisser, on avait pas le choix ».

Récit de I., street medic. « J'étais en plein soin, au sud de la place Bellecour, au niveau de la rue Victor Hugo, sur des bancs en béton. J'étais avec une collègue infirmière elle aussi et street-medic. Un blessé avait reçu un tir de LBD au niveau de la cheville. Non loin de là, vers l'office du tourisme, il y avait un autre groupe de street-médics, qui prenait en charge un autre blessé avec une rotule brisée. On a entendu crier. On a vu les street-médics de l'autre groupe se faire pousser et taper. On entendait crier des manifestants autour : « non pas les street-medics ». La BAC a gazé à mort. On a juste eu le temps de terminer le soin. On a laissé le blessé sur place qui avait un masque, nous nous n'étions pas équipées à ce moment-là. Nous enlevons nos masques pour communiquer avec les blessés. On suffoquait, on a dû s'éloigner. On a mis 5 minutes à retrouver une respiration correcte ».

Récit de G.C., street medic blessé à la tête. « J'étais avec un ami street-médecin, on était sur l'allée centrale au nord-est de la place Bellecour. On allait vers la statue. Mon ami m'a attrapé le bras « regarde ». A notre gauche on a observé un mouvement de foule. Foule qui se dirigeait vers la BAC, qui était elle-même en train de charger le PMA¹⁵, sur les marches devant Only Lyon tourisme. On est partis en courant. On est arrivés à environ 7 mètres de la BAC, on s'est arrêtés... ça a duré à peu près deux secondes, et on s'est fait pousser vers l'ouest. Il y avait une forte répression de la BAC, du coup un mouvement est parti à l'opposé, les gens ont commencé à fuir en remontant la place vers la rue Victor Hugo. C'est à ce moment-là que j'ai pris ma balle. Je peux pas dire de quel endroit précis ça venait, mais je l'ai senti arriver de la face. En gros, j'arrive, j'observe, je commence à reculer tout en les observant, on sait jamais, et je prends une balle. Je me suis arrêté, j'ai mis ma main sur ma joue et j'ai commencé à courir tout en cherchant mon camarade. Je l'ai trouvé sans attendre, dans la foulée. En voyant la plaie il m'a entraîné de côté. J'arrivais à marcher mais d'autres street-médecins qui ont vu la scène aussi me tenaient par les épaules pour que je ne tombe pas. Ils m'ont mis en sécurité plus loin au sud de la place Bellecour, face à la rue Victor Hugo, sur une pierre où j'ai craché énormément de sang par mon nouveau trou. Ils m'ont mis en PLS¹⁶ et j'ai attendu les pompiers. J'étais en état de choc et il y avait l'adrénaline. Je disais aux pompiers « sauvez ma gueule ! », j'essayais de garder le sens de l'humour ».

« J'ai une fracture à la mâchoire inférieure droite au niveau des gencives et un trou dans la joue. J'ai une trentaine de points de suture. J'ai vraiment flippé, au niveau du visage c'est chaud. Tu te dis que t'auras jamais plus le même visage qu'avant. Heureusement j'ai de la barbe, donc ça va. Psychologiquement je suis écœuré. Je ressens beaucoup de dégoût. Il n'y avait pas de menace, on était entourés de gaz. Je suis énervé et dégoûté. Je me dis que ça aurait pu être pire. Je me suis déjà pris un tir de LBD dans la tête, début d'année 2019. J'étais tombé, je m'étais relevé, je pissais le sang. Je n'étais pas en street-médecin. Je n'étais pas allé porter plainte à ce moment-là ».

Vidéo n°2. A 40'38 on voit G.C., reconnaissable à son pantalon beige et son haut noir, plié en deux, juste au-dessus de la tête de la personne en fauteuil. Il est dos à la BAC qui est sur la droite, et émerge du nuage de fumée pour aller vers le centre de la place. 40'40 dans le nuage (plutôt sur la gauche) de lacrymo au centre de l'image (juste en haut de la personne en fauteuil roulant), on voit le pantalon beige et le haut noir pivoter et marcher vers la gauche de l'image.

Récit de C.B., street medic blessé. « Pour protéger les médecins en train de soigner des gens sont arrivés en courant, il y avait peut-être une cinquantaine de personnes éparpillées. Là la BAC a jeté des lacrymos, pas avant, et en même temps ils ont tiré. Il y avait un nuage de lacrymos, donc même eux ils ne voyaient pas où ils tiraient. Moi j'étais avec mon binôme. À distance de la BAC sans nous rapprocher mais ils étaient en face de nous. Sur notre droite une femme était au sol, elle avait du mal à respirer et en faisant un quart de tour sur ma droite pour aller lui porter secours, c'est là où j'ai reçu le tir. Je suis tombé à genoux. Je suis sûr que c'est un tir de LBD parce que j'ai vu la balle tomber au sol. J'ai eu un gros bleu. Sur le moment j'ai continué de soigner les gens, mais maintenant j'ai mal au bassin, le bleu est jaune autour ».

Récit de Q., street medic, binôme de C.B. « On était à 30 ou 40 mètres de la charge de la BAC, on venait du centre de la place. La BAC a gazé et une femme n'était pas bien donc je me suis approché d'elle. A ce moment-là je me suis tourné (j'étais dos à mon binôme) et je me suis rendu compte qu'il avait été blessé au haut de la cuisse. C'est sûr que c'était un tir de LBD puisqu'il y avait la balle de caoutchouc à 20 centimètres par terre. Comme j'étais dos à lui je ne peux pas dire d'où venait le tir ».

Récit de E., manifestant blessé. « On était au centre de la place et il y a eu une sorte de rumeur, comme quoi les médecins étaient attaqués. A ce moment-là je dirais que les flics de la BAC n'étaient pas nombreux, peut-être une dizaine, donc on s'est mis à courir vers eux pour leur mettre la pression. On était pas vraiment en groupe, il y avait quand même du monde qui courait, mais on ne peut pas dire que c'était massif. Il y a eu un gazage très massif. Et tout à coup comme je courais j'ai été frappé à la hanche gauche par un LBD, je suis sûr que c'en était un car je l'ai presque vu arriver, il allait doucement donc je pense qu'il avait déjà rebondi. Il est tombé juste à côté donc j'ai pu le garder, ça me fait un trophée. J'ai été touché très légèrement donc je n'ai pas eu de séquelles. »

15 Poste médical avancé

16 Position latérale de sécurité

* * *

Dans l'attente des suites que vous voudrez bien donner à cette saisie, nous restons à votre disposition pour vous communiquer toute information complémentaire nécessaire à vos investigations, et notamment pour entrer en contact avec les personnes blessées qui ont souhaité vous communiquer leur nom.

Pour toute correspondance, nous vous remercions de bien vouloir nous contacter sur l'adresse électronique **comite-violences-policieres@riseup.net**.

Salutations,

Pour le Comité contre les violences policières de Lyon,
Le président de la fédération du Rhône de la LDH,
William Golberg.